

Conférence de presse de début d'année du 3 janvier 2025

La rentabilité comme nouvelle priorité

Exposé de Gabi Schürch-Wyss, vice-présidente de l'Union suisse des paysannes et des femmes rurales (le discours prononcé fait foi)

Mon époux Beat et moi-même sommes la quatrième génération à gérer l'exploitation familiale, et la cinquième est déjà prête. Nous avons repris en affermage l'exploitation de mes parents en 2004, puis l'avons achetée en 2010. Nous cultivons 33 ha et sommes passés au bio en 2018. L'économie laitière constitue notre principale branche de production. Nous formons un apprenti agriculteur CFC et employons une collaboratrice à 40 %. Nous vous présenterons plus en détail notre domaine lors de la visite, et vous trouverez un portrait de l'exploitation dans vos documents.

Nous gérons notre exploitation avec beaucoup d'entrain et apprécions le travail porteur de sens avec la nature et les animaux. En bref, la production d'aliments est pour nous un plaisir et une passion.

Il a toujours fallu avoir les finances bien en main et accorder beaucoup d'attention au calcul des investissements. C'est ce que nous avons constaté en 2007 déjà en bâtissant une nouvelle étable. L'argent que nous ne dépensons pas est épargné. Cependant, il a toujours importé pour nous de profiter d'une bonne qualité de vie, d'assurer le bien-être de nos animaux et d'effectuer le travail de manière rationnelle.

Les défis financiers deviennent de plus en plus complexes, et ce en raison notamment du changement climatique, de la hausse des coûts de production, des directives sans cesse modifiées, de la charge administrative et de la pression sur les prix dans le commerce de détail.

Nous générons environ 72 % de notre revenu grâce à la vente de nos produits, principalement du lait, de l'électricité, du bois et des céréales. Le reste provient des paiements directs.

Beat et moi nous répartissons notre revenu de manière égale. Nous sommes tous les deux responsables de l'exploitation. Pour nous, il est important de disposer tous les deux d'une couverture sociale, surtout pour Beat, car je suis l'unique propriétaire de l'exploitation. Mon époux se trouve donc dans la situation où se trouve d'habitude la femme.

En 2023, notre revenu agricole s'élevait à 78 027 francs, réparti entre 1,48 unité de main-d'œuvre standard, soit 52 600 francs pour un emploi à plein temps.

Comme vous pouvez le voir dans les documents, notre revenu varie d'une année à l'autre. La différence entre 2022 et 2023 par exemple découle de deux ventes importantes de bois d'œuvre la première année et aucune la seconde. En 2023, nous avons aussi eu des problèmes avec l'installation de biogaz. Le rendement de l'électricité s'en est retrouvé affaibli. D'autres facteurs comme la hausse des charges salariales, la redistribution des paiements directs et les frais supplémentaires pour ressemer les graines que les oiseaux avaient mangées ont aussi pesé sur notre revenu.

Notre salaire horaire s'élève à 18 francs. Nous nous trouvons donc dans la moyenne suisse. Ce montant ne nous permet pas de faire des folies. Il faut toujours se dire que notre revenu est plus qu'un gagne-pain. Il sert aussi à entretenir les bâtiments, une affaire pénible et coûteuse pour ceux protégés comme monuments. Les hypothèques doivent être amorties, nous voulons développer l'exploitation et la maintenir active pour l'avenir. Sans oublier les adaptations aux nouvelles

prescriptions en matière d'espace de stockage du lisier entre autres. Prenons un exemple : en construisant l'étable à stabulation libre en 2007, nous avons calculé et planifié en conséquence l'espace de stockage dont nous aurions besoin pour le nombre d'animaux prévu. En construisant l'installation de biogaz en 2016, nous avons vérifié nos calculs. Il est apparu que nous n'avions désormais plus assez d'espace. La raison ? Entre-temps, la durée légale de stockage avait augmenté. Nous avons eu la chance de ne pas devoir construire un nouvel espace, mais de pouvoir louer une fosse à lisier à notre voisin, qui ne l'utilisait pas.

Un autre exemple : à l'origine, nous avons des fosses à lisier fermées. Il a ensuite été recommandé de construire des espaces ouverts. À présent, les dernières découvertes ont montré qu'il fallait de nouveau les couvrir en raison des émissions d'ammoniac. Le changement des prescriptions entraîne de nouveaux investissements ou des coûts additionnels, lesquels ne permettent toutefois pas de générer des recettes supplémentaires.

De plus, nous attachons de l'importance au fait de disposer **tous les deux** d'une bonne prévoyance. Elle permet d'absorber les conséquences d'un coup du sort, de poursuivre l'exploitation et d'assurer notre situation financière après notre départ à la retraite. Dans cette optique, nous investissons chaque année 26 500 francs.

Nous voulons aussi nous accorder quelques jours de vacances par an. Ces congés nous permettent non seulement de déconnecter du travail quotidien, de sortir de cette « roue à hamster », mais aussi de considérer notre situation personnelle et celle de l'exploitation d'un point de vue extérieur et, si nécessaire, de procéder à des ajustements. Sans oublier que ces congés constituent une prévention non négligeable du burnout. Nous savons que le taux de burnout est deux fois plus important dans l'agriculture que dans le reste de la société.

« Un salaire horaire de 18 francs uniquement ? Pourquoi ne mettent-ils pas en place une deuxième branche de production ? Pourquoi n'ont-ils pas un travail extra-agricole ? » Peut-être vous êtes-vous posé l'une ou l'autre de ces questions. Je peux vous assurer que nous réfléchissons très soigneusement à la raison pour laquelle nous faisons les choses, à notre capacité d'investir au bon moment ou à la possibilité de tenter quelque chose de nouveau, surtout en vue du changement des habitudes de consommation. Nous nous faisons conseiller régulièrement et suivons des formations de perfectionnement. Malgré tout, la situation reste tendue.

Nous nous engageons chaque jour avec beaucoup de passion pour une agriculture durable, innovante et tournée vers l'avenir. Pour perpétuer notre manière de faire et que la prochaine génération dispose de perspectives, nous sommes dépendants des prix à la production rentables, des partenariats viables et équitables sur le marché, d'une politique agricole durable et de consommateurs qui achètent nos produits.

Je vous remercie de votre attention.